

Burundi : Putschiste non repent, Niyombare a livré sa vérité sur le putsch manqué

Jeune Afrique, 15 mai 2017 « Pourquoi nous avons décidé de passer à l'action » : Godefroid Niyombare livre sa version du coup d'État de 2015 au Burundi. Ancien chef d'État major aujourd'hui en exil, Godefroid Niyombare livre à JA les dessous du coup d'État manqué qu'il a mené contre Pierre Nkurunziza en mai 2015. Et son nouveau plan de bataille. La dernière fois qu'il s'est exprimé, c'était le 14 mai 2015, dans le tumulte du coup d'État qu'il avait lancé la veille contre le président burundais, Pierre Nkurunziza, alors en course pour un troisième mandat présidentiel.

« En violation de la Constitution », affirmait à l'époque le général Godefroid Niyombare, qui avait annoncé prématurément, quelques heures plus tôt, la destitution du chef d'État. Dès le lendemain, des conjurés confirmait à l'AFP l'échec de leur entreprise: « Nous avons décidé de nous rendre. J'espère qu'ils ne vont pas nous tuer. » Réélection contestée de Pierre Nkurunziza. Parvenu miraculeusement à quitter le pays, celui qui fut le premier chef d'État-major d'origine hutu de l'armée burundaise a depuis repris du service à la tête des Forces républicaines du Burundi (Forebu), un mouvement rebelle créé « pour restaurer la démocratie dans le respect des accords d'Arusha ». Car Godefroid Niyombare, 47 ans, n'en démord pas: depuis sa réélection contestée, en juillet 2015, Pierre Nkurunziza est illégitime. Et l'officier en rupture de ban se désespère de voir son pays poursuivre sa descente aux enfers. Si les disparitions se sont faites plus rares et les cadavres moins nombreux ces derniers mois, la situation reste critique dans un Burundi devenu, selon de nombreux témoignages, un véritable État-parti aux couleurs du CNDD-FDD. Près de 400 000 Burundais ont fui le pays, où la population subit les assauts conjugués de la famine et de la malaria et où le contexte économique s'aggrave mois après mois, faute de devises. Le dialogue interburundais rompu Pierre Nkurunziza, lui, semble n'avoir rien changé à ses habitudes. Il continue d'arpenter les collines le week-end, lors des travaux communautaires, et d'aligner les buts pendant la semaine sur les terrains de foot de Bujumbura. « Il s'appuie toujours sur la nomenclature militaire, qui dirige le parti et l'armée », analyse le responsable d'une organisation de la société civile. Si la rumeur a un temps présenté reclus dans son fief de Ngozi, dans le Nord, il semble avoir retrouvé le chemin de la capitale depuis plusieurs mois. De là à tenter l'aventure en dehors du pays, il y a un pas qu'il se refuse à franchir depuis le 14 mai 2015. Difficile, dans ces conditions, de relancer un dialogue interburundais au point mort depuis que le Conseil national pour le respect de l'accord d'Arusha et la restauration d'un État de droit au Burundi (Cnared), qui regroupe des responsables en exil de la classe politique et de la société civile, a récusé le médiateur tanzanien Benjamin Mkapa, à la suite de propos jugés trop favorables au président. Putschiste non repent, Godefroid Niyombare tient aujourd'hui à mettre les points sur les « i »: « Je n'ai jamais cherché à prendre le pouvoir, mais au contraire à le rendre au peuple burundais afin que les responsables politiques puissent jouer pleinement leur rôle. » Dans cet entretien exclusif, il revient sur ces quarante-huit heures où le Burundi a failli basculer. Jeune Afrique: Pourquoi sortir du silence? Godefroid Niyombare: Je voudrais que la communauté internationale comprenne pourquoi nous avons agi ainsi. Si j'ai passé dix ans de ma vie dans le maquis, durant la guerre civile, c'était pour voir un jour l'avènement d'un véritable État de droit, et non pour cautionner un pouvoir devenu illégitime. Début 2015, j'avais prévenu l'entourage de Pierre Nkurunziza que la population s'opposerait à un troisième mandat. On m'avait répondu que, dans ce cas, elle serait matée. Quelques mois avant le début de la crise électorale, Pierre Nkurunziza vous avait rappelé à Bujumbura pour prendre la tête du Service national de renseignement (SNR). Vous veniez pourtant être nommé ambassadeur au Kenya? J'étais très proche du président, dont j'avais été l'un des principaux conseillers sur les questions de sécurité avant d'occuper, pendant six ans, la fonction de chef d'État-major de l'armée. Fin 2014, il envisageait déjà de briguer un troisième mandat. Pour séduire la communauté internationale, il était alors séparé de deux collaborateurs aussi influents que controversés: le commissaire de police Alain-Guillaume Bunyoni, chef du cabinet civil, et le général Adolphe Nshimirimana, patron du SNR. Il a fait revenir de Nairobi pour remplacer ce dernier. Dès ma nomination à la tête du service, nous avons fait procéder à une évaluation de la situation. Mes services ont rapidement constaté que, au sein même du CNDD-FDD et de l'armée, les quatre cinquièmes des cadres ne comprenaient pas la décision présidentielle. Le 18 février 2015, vers midi, j'ai remis en main propre à Pierre Nkurunziza la note que nous avions rédigée à ce sujet. Comment a-t-il réagi? Une réunion était prévue le lendemain matin à la présidence. À 20 heures, le 18, je n'avais toujours pas été convoqué officiellement, alors que je savais que sept autres officiers étaient déjà. J'ai alors compris qu'il se passait quelque chose d'anormal. Après la réunion, l'un des participants s'est précipité à mon domicile et m'a dit: « C'est la dernière fois que je viens chez toi. Je ne suis pas sûr que tu seras encore en vie dans quarante-huit heures. » À votre tour, vous êtes alors limogé? Dès le surlendemain, j'ai été démis de mes fonctions, sans motif. Je me doutais que les choses risquaient de mal tourner, mais je suis demeuré chez moi en attendant la suite des événements. Plusieurs émissaires ont tenté, en vain, de me rallier à la cause du président. Avez-vous été physiquement menacé? Je sais qu'ils ont envisagé de me liquider. Mais du fait de mon passé dans le maquis puis à l'État-major, ils n'ont trouvé personne pour le job. Les gens chargés de me filer me prévenaient discrètement lorsqu'un danger me guettait. Le 25 avril 2015, Pierre Nkurunziza annonce officiellement qu'il sera candidat. Comment vivez-vous cet épisode? À partir de cette date, la contestation populaire gagne le pays, tout en se radicalisant. Des policiers commencent à faire feu sur les manifestants. Certains militaires se font également tirer dessus par des miliciens en service commandé pour le compte du SNR. Avec d'autres officiers, nous décidons alors de passer à l'action. Quel est votre plan? Cantonné à mon domicile, sous la protection de quatre officiers fidèles, je restais tout de même en contact avec les

commandants de plusieurs bataillons. Le défi qui se posait à nous était d'agir sans verser de sang. Le départ de Pierre Nkurunziza en Tanzanie, le 12 mai, pour un sommet de la Communauté des États de l'Afrique de l'Est, nous a donné l'occasion d'agir. De quels effectifs disposiez-vous ? De quelques centaines d'hommes bien armés, hutus comme tutsis, hommes de troupe et officiers. En soutien, nous pouvions compter sur deux blindés. Le 13 mai, vers 10 heures du matin, nous avons rassemblé les troupes, vérifié l'armement et la logistique, puis nous avons contacté les autres unités pour leur donner le signal. C'est sur le pont de Musaga qu'ont commencé les combats. Ensuite, nous sommes entrés rapidement dans la ville. Très vite, le vent semble tourner en votre défaveur. Faut de soutien, les troupes qui devaient prendre l'aéroport ont dû rebrousser chemin. Parallèlement, les véhicules censés acheminer nos renforts ont été arrêtés par ceux-là mêmes qu'ils étaient venus chercher. Tout était donc à repenser. Le 13 mai au soir, nous nous sommes regroupés et avons décidé de concentrer nos efforts sur le siège de la radio nationale. Mais lorsque nous y sommes retournés le lendemain, nous avons fait face à une forte résistance des troupes loyalistes. Quel rôle exact a joué le ministre de la Défense, Pontien Gaciyubwenge, au cours de ces deux journées ? Il devait théoriquement assurer la coordination des troupes. Mais dès le départ, les communications avec lui ont été coupées. Tout le monde attendait qu'il donne un feu vert qui n'est jamais venu. Son attitude, alors que le putsch était déjà lancé, représente une véritable trahison. L'un de ses proches m'a dit qu'il avait affirmé ultérieurement que Pontien Gaciyubwenge était rendu à la présidence avant le départ de Nkurunziza. De là à imaginer qu'il avait averti de notre projet ? À quel moment décidez-vous de renoncer ? Dans la nuit du 14 au 15 mai, nous avons décroché du QG et nous nous sommes dispersés dans la capitale par petits groupes de deux à quatre personnes. Le 15 au matin, j'ai reçu un appel de mon ami le général Cyrille Ndayirukiye, conseiller auprès du ministre de la Défense : il avait été trahi et était encerclé avec ses hommes par les forces loyalistes. Comment êtes-vous parvenu à éviter le même sort ? Je me suis exfiltré, via les quartiers sud de Bujumbura. En ville, des militaires m'ont reconnu et m'ont même salué avant de me laisser passer. J'ai ensuite rejoint le quartier de mon enfance, Kamenge, où je savais pouvoir me cacher. J'y suis resté deux jours, tandis que dans la capitale certains fêtaient la nouvelle de ma mort, annoncée par la présidence. J'ai ensuite rejoint les montagnes de Bujumbura Rural, et cinq jours plus tard, je suis parvenu à m'enfuir en traversant le lac Tanganyika. Les rumeurs vous ont, un temps, annoncé au Rwanda. Le Rwanda n'a jamais été une option pour moi. D'ailleurs, Kigali n'est jamais intervenu, pas plus que les autres capitales de la sous-région, dans cette affaire. Il s'agit d'un problème strictement burundais, et je n'ai pas été en contact avec les Rwandais. Il vous a bien fallu des soutiens pour quitter le pays et vivre, depuis deux ans, dans la clandestinité. Dès l'échec de notre action, j'ai activé mes contacts. En dix ans de maquis, j'ai beaucoup circulé, nouant des liens avec différents groupes – notamment les Mai-Mai. En tant que chef d'état-major, j'ai ensuite côtoyé les responsables militaires les plus importants de l'Afrique des Grands Lacs. Certains sont devenus des amis, d'autres des protecteurs. Vous avez désormais repris le maquis. J'ai effectivement renoué avec la clandestinité. Au Burundi comme à l'étranger, mes déplacements sont planifiés et sécurisés par des personnes de toute confiance. La semaine dernière, j'étais en RD Congo. Aujourd'hui, je vous parle depuis l'est du Burundi. Trois jours plus tôt, j'étais dans le centre du pays. En 2015, j'avais attendu cinq mois avant de remettre les pieds au Burundi. Mais aujourd'hui, je peux y entrer et en ressortir à ma guise. Où que je sois, je reste joignable sur un numéro de téléphone belge ou mozambicain. Comment Pierre Nkurunziza parvient-il à se maintenir au pouvoir, malgré l'extrême isolement du Burundi ? C'est un petit monarque dont la seule ambition est de régenter le pays à sa guise. Avec ses discours aux fortes connotations religieuses, il a hypnotisé les gens. En réalité, c'est quelqu'un d'insensible, qui aime que lui-même. Face à vous, il parle toujours avec douceur, il est donc impossible de savoir s'il vous considère réellement comme son ami. Si vous marchez dans le chemin qu'il a tracé, tout va bien ; mais le jour où vous ne répondez plus à ses attentes ou à ses intérêts, c'est la disgrâce. Tel un roitelet au milieu de ses vassaux, il sait s'entourer de gens qu'il associe à ses excès, lesquels se retrouvent ensuite pris au piège. La lutte armée reste-t-elle, à vos yeux, la seule option ? Après notre débandade, plus d'un millier de militaires, dont une dizaine de généraux, ont pu quitter le pays sans être inquiétés. En décembre 2015, nous avons créé les Forebu, qui regroupent des militaires et des policiers opposés au coup de force de Nkurunziza. Je suis par ailleurs en contact avec les gens du Cnared, même si j'ai du mal à comprendre, au juste, ce qu'ils revendiquent. Et vous, que revendiquez-vous ? Les négociations dans lesquelles le Cnared est engagé nous semblent sans issue. Pour négocier, il faut être deux, or le régime de Bujumbura n'a aucun intérêt à privilégier cette logique. Pour les Forebu, il n'est pas exclu de passer un jour à la lutte armée. Pour l'heure, nous nous sommes limités à quelques opérations ponctuelles contre des installations militaires. La plus importante, en décembre 2015, a mal tourné car nous n'étions pas prêts. Nous nous organisons donc afin d'être opérationnels le jour venu. Des liens existent entre nous et l'armée burundaise, où nous comptons des sympathisants. Si nos futures actions sont bien coordonnées, cela peut créer les conditions d'un basculement. Persona non grata Si les troupes du général Niyombare ont été accueillies par une population en liesse à Bujumbura, le 13 mai 2015, la tentative de coup d'État a été fraîchement reçue par les chancelleries et autres organisations internationales. L'ONU, l'UA, l'UE et la Communauté des États de l'Afrique de l'Est ont ainsi unanimement condamné « ceux qui cherchent à s'emparer du pouvoir par des moyens illégaux » – pour reprendre la formule onusienne. « le président légitime » Après avoir rappelé que Pierre Nkurunziza était « le président légitime », le Département d'État américain a, lui, sanctionné indistinctement les généraux putschistes Niyombare et Ndayirukiye – restriction de circulation et gel des avoirs – et les policiers loyalistes Bizimana et Bunyoni, tous jugés « coupables d'atteintes aux droits de

l'homme ». « Que Barack Obama me place sur la même liste que les officiers restés fidèles à Nkurunziza m'attriste. Cela me rappelle la crucifixion de Jésus, entre deux brigands », ironise aujourd'hui Niyombare, qui préfère garder ses distances avec les « injonctions occidentales ». « Nos pays ont encore besoin que des résistants se lèvent quand c'est nécessaire, quitte à en payer le prix. Depuis avril 2015, je n'ai plus revu mes enfants ni mon épouse, qui ont trouvé refuge à l'étranger », rappelle celui qui, dans son pays, a été condamné par contumace, en janvier 2016, à une peine d'emprisonnement à perpétuité. Comme quatre autres généraux, dont Cyrille Ndayirukiye. Par Olivier Caslin

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});